

## Deal entre le CDH et le MR pour plus de loyauté des administrations

■ Avec des gouvernements fédérés “sans le PS”, les ministres auront plus de pouvoir sur les fonctionnaires.

Et si, demain, Benoît Lutgen réussissait son pari? Et si, demain, humanistes et libéraux gouvernaient ensemble dans les entités fédérées, accompagnés d'Ecolo et peut-être aussi de Défi? Dans cette éventualité, une spécificité bien belge inquiète déjà : la politisation du secteur public. Les administrations wallonnes, bruxelloises et celles de la Fédération Wallonie-Bruxelles sont dirigées par de nombreux hauts fonctionnaires à l'étiquette socialiste. Si le PS était finalement renvoyé dans l'opposition, la crainte du CDH et du MR est que certains agents PS en place dans les ministères mettent des bâtons dans les roues des futures majorités dont leur parti aurait été exclu.

“Les ordres du parti”...

Il y a quelques cas dans l'histoire récente qui montrent, parfois comiquement, que les hauts fonctionnaires ont pu jouer un rôle politique. Un exemple parmi d'autres : il concerne Charles Michel à l'époque où il était ministre régional wallon des Pouvoirs locaux. C'était durant l'arc-en-ciel (1999-2004), qui associait PS, MR et Ecolo. A l'époque, la dirigeante de la direction générale des Pouvoirs locaux était clairement identifiée comme socialiste. Un jour, par mégarde, elle faxa au cabinet du jeune ministre libéral un courrier où elle disait “attendre les ordres du parti” dans le cadre d'un dossier porté par Charles Michel.

Autre cas. Benoît Lutgen, à la manœuvre actuellement pour monter des coalitions anti-PS, a lui-même connu ce genre de mésaventures lorsqu'il était ministre régional des Travaux publics et qu'il s'était heurté à la mauvaise volonté de cer-

Un lien direct  
entre les ministres  
et les agents  
permettrait de  
réduire la taille  
des cabinets.

tains fonctionnaires alors que les routes étaient paralysées par la neige. Il avait dû avec trois collaborateurs élaborer lui-même le plan d'épandage...

Responsabilité fonctionnelle

Bref, pour éviter de connaître à nouveau ce genre de situation, le CDH et le MR veulent reprendre en main les ministères. Et un accord a déjà été validé entre les deux formations : en cas de nouvelles majorités sans le PS, le principe de la responsabilité fonctionnelle des ministres vis-à-vis de leur administration sera établi. Juridiquement, cela signifie qu'en cas de comportement déloyal d'un agent, le ministre directement responsable serait compétent pour le sanctionner après une procédure disciplinaire. Actuellement, il faut passer par les ministres en charge de la Fonction publique de ma-

nière transversale pour mener à bien ce genre de procédure. Et cela peut parfois ralentir le dossier... MR et CDH sont également en phase en ce qui concerne la simplification des procédures de sanction disciplinaire, très complexes et sujettes à de nombreux recours. Ecolo serait d'accord avec ces adaptations importantes sous réserve que les droits individuels des fonctionnaires soient respectés.

Enfin, dans les rapports entre les cabinets ministériels et l'administration, le duo CDH-MR voudrait permettre aux ministres de transmettre leurs demandes directement aux agents concernés sans passer par une lourde hiérarchie administrative. Cela permettrait également de réduire la taille des cabinets puisque la collaboration avec

l'administration serait directe.

Frédéric Chardon